

SERBIE

Pas de stratégies pour affronter l'insécurité économique et sociale



Les serbes affrontent une insécurité économique et sociale de plus en plus importante due au manque d'emplois décents, à l'augmentation du chômage, aux niveaux élevés de corruption et à un état de droit déficient. Le flux de l'investissement étranger direct s'est ralenti en raison de la crise financière mondiale. L'économie devient donc de plus en plus fragile et instable. Les mesures pour combattre la crise se basent sur la demande de nouveaux prêts aux institutions financières internationales et sur la réduction des dépenses publiques destinées à l'éducation, la santé et les pensions avec, par conséquent, le risque de voir de plus en plus de personnes en situation de pauvreté.

Association Technology and Society
Mirjana Dokmanovic, PhD
Danica Drakulic, PhD

La crise financière et économique mondiale a frappé de plein fouet l'économie serbe déjà très fragile et instable. Les faibles niveaux d'investissement et d'exportation, l'augmentation du chômage et le manque de liquidité se sont convertis en ses principaux problèmes. Bien que pour arriver à la stabilité macroéconomique et à une croissance de 5 % il soit nécessaire d'investir entre USD 5 et 7 milliards, en 2009 l'investissement étranger direct (IED) a été de seulement USD 1 milliard et demi. La part correspondant à l'IED dans le Produit interne brut (PIB) a été de 3,9 % et l'on a enregistré une importante diminution de 25,2 % en ce qui concerne la demande interne¹. Les principaux obstacles auxquels doit faire face l'IED sont les risques élevés d'investissement, la corruption et la faiblesse des institutions ainsi que le manque de ressources financières internationales.

La réduction de l'activité économique en 2009 a été de 12,1 % (industrie), de 25,1 % (ingénierie civile), de 12,3 % (ventes au public) et de 8 % (tourisme). La commercialisation de la monnaie étrangère s'est réduite aussi bien en ce qui concerne les exportations (19,7 %) que pour les importations (28 %). La situation a engendré toutefois un aspect positif car le déficit du commerce extérieur a diminué, il a atteint USD 7 milliards (39,9 % de moins qu'en 2008)² et les exportations ont dépassé les importations de 53,4 %³. La dette du commerce extérieur a constitué 70,4 % du PIB⁴, le déficit budgétaire a atteint 3,2 % du PIB et la dette publique s'est montée à 31,3 % du PIB⁵. Le montant des transactions a diminué de 41,9 % par rapport à 2008 à la Bourse de Belgrade. Le taux de chômage a été d'environ 15 %, une augmentation de presque 2 points de pourcentage par rapport à 2008.

Le ralentissement économique a été légèrement freiné pendant le second semestre 2009, dû à certaines

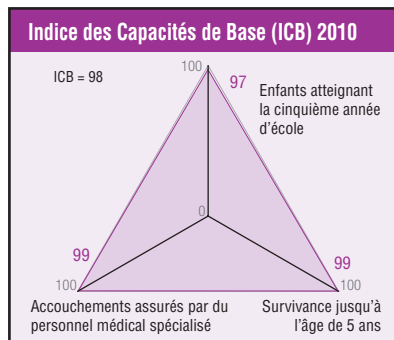
1 Banque nationale de la République Serbe, *Report on Inflation* ("Rapport sur l'inflation"), 2009.

2 Ministère de l'Économie, *Bulletin of Public Finances* ("Bulletin sur les Finances Publiques"), 2009.

3 Ministère de l'Économie, *Analysis of Macroeconomic and Fiscal Trends in 2009* ("Analyse des tendances macroéconomiques et fiscales en 2009"). Disponible sur : <www.mfin.sr.gov.yu/download/pdf/public_finance/> (consulté le 25 mars 2010).

4 Banque nationale, *op. cit.*

5 Ministère de l'Économie, *Bulletin of Public Finances* ("Bulletin sur les Finances Publiques"), *op. cit.*



mesures économiques et monétaires imposées par le Gouvernement, dont :

- La réduction de la dépense publique à travers le gel des pensions et des salaires du secteur public.
- Un accord de réserve de crédit avec le FMI à hauteur de USD 3,85 milliards.
- Le soutien financier de la Banque mondiale, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et de l'Union européenne, en plus du soutien de la Russie et de la Chine concernant des projets d'infrastructure.
- Une augmentation du déficit fiscal de 3 % à 4,5 % du PIB, approuvée par le FMI en octobre 2009 et convenue dans le cadre budgétaire macroéconomique de la Serbie pour 2010.
- Une seconde quote-part de crédit du FMI pour un montant de USD 470 millions pour consolider les réserves de devises étrangères et la stabilité des taux de change.
- Les mesures établies pour augmenter la liquidité économique.

En 2009, les banques ont approuvée un crédit de EUR 1 milliard, environ USD 1,3 milliard à cette époque, dont USD 1,15 milliard a été destiné à la liquidité et le reste à la subvention du crédit à la consommation. Ces mesures de relance ont freiné la chute de la production industrielle et du commerce extérieur. Cependant l'économie serbe continue à ne pas attirer d'investisseurs. La Banque nationale de Serbie estime que le degré d'ouverture de l'économie se situe à 6,3⁶. La Serbie se trouve en 93^{ème} position sur 134 pays selon l'Indice de compétitivité globale du Forum économique mondial.

6 *Ibid.*

Le haut niveau d'endettement des entreprises ainsi que le manque de crédit à faible taux pour stimuler l'exportation se font ressentir sur les activités économiques. Les recettes budgétaires du début de l'année 2010 ont été inférieures de 10 % par rapport à la même période en 2009. Les recettes courantes ont diminué de 7,8 % alors que les recettes fiscales ont diminué de 7,8 % et les non-fiscales de 8,1 %. Les importantes recettes provenant des impôts, à l'exception des impôts indirects, ont diminué par rapport à 2008, alors que la croissance des recettes nominales provenant des impôts indirects a été de 22,4 % et les contributions sociales de 1,9 %⁷.

Le Gouvernement a annoncé récemment la mise en place d'un nouveau paquet de mesures pour lutter contre la crise, ce que beaucoup considèrent comme un petit jeu politique en vue des élections imminentes. Ainsi, les Serbes ont été contraints d'écouter les affirmations contradictoires du Premier ministre Mirko Cvetkovic, qui en octobre 2009 a déclaré que la Serbie était sortie de la crise⁸ et qui a annoncé six mois plus tard qu'il n'y avait aucune preuve pour confirmer cette déclaration⁹.

La croissance de la pauvreté

Selon le ministère du Travail et de la politique sociale, la quantité de pauvres a augmenté en 2009; il existe presque 700.000 personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dont 160.000 sont bénéficiaires d'aide sociale¹⁰. Cependant, le nombre réel de personnes vivant dans la pauvreté est encore plus élevé, il atteindrait 60 %¹¹, car les données officielles ne prennent pas en compte des indicateurs tels que la disponibilité et l'accès aux services de santé, les soins de la petite enfance, l'éducation et l'emploi décent.

7 Ministère de l'Économie, *Bulletin of Public Finances* ("Bulletin des finances publiques"), *op. cit.*

8 Economist Media Group, *Cvetkovic: Serbia at the End of the Economic Crisis* ("Cvetkovic: La Serbie à la fin de la crise économique"), *EMportal*, 16 octobre 2009. Disponible sur : <www.emg.rs/vesti/srbija/101568.html> (consulté le 10 mars 2010).

9 Economist Media Group, *Cvetkovic: There is No Reliable Evidence about Coming out of the Crisis* (Cvetkovic : il n'existe pas de preuves fiables que la crise soit finie) *EMportal*, le 9 mars 2010. Disponible sur : <www.emg.rs/vesti/srbija/115224.html> (consulté le 10 mars 2010).

10 Voir : <www.danas.rs>.

11 Aleksandar Rodic, *Life on Soup from Thrown Out Vegetable* (La vie basée sur de la soupe faite de légumes jetés) *Blic Online*, 28 février 2010. Disponible sur : <www.blic.rs/Vesti/Tema-Dana/178682/Zivot-na-corbi-od-bacenog-povrca> (consulté le 28 février 2010).



Les enfants sont les plus vulnérables. En octobre 2009, Le ministère du Travail et de la politique sociale, le Bureau d'assistance technique et d'échange d'information (TAIEX, en anglais) de la Commission européenne, l'UNICEF et le Parlement serbe ont organisé à Belgrade une conférence sur les enfants et la pauvreté, durant laquelle il a été mis en relief l'importance du contrôle des effets de la crise sur l'enfance et les familles et de la poursuite des réformes des politiques sociales¹². La diminution des moyens de subsistance est souvent accompagnée par l'augmentation de la violence à l'encontre des femmes, des enfants, une diminution de la fréquentation scolaire et une baisse dans la qualité des soins pour les enfants. Le Moniteur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) pour la Serbie souligne l'approfondissement du clivage éducatif existant entre les garçons et les filles des différents groupes socio-économiques et ethniques, ce qui révèle les carences du système éducatif actuel concernant l'implémentation d'une éducation inclusive.

L'augmentation de la pauvreté a été l'un des principaux sujets du débat entre les fonctionnaires du Gouvernement et les représentants des entreprises lors du Forum des Entreprises en mars 2010. Bien que tous fussent d'accord sur le fait que l'éradication de la pauvreté dépend surtout des politiques économiques du Gouvernement, aucune proposition spécifique n'a été faite dans ce sens, hormis l'annonce de la nouvelle loi de Sécurité sociale qui devra être adoptée en 2010 et qui devra augmenter le niveau de l'aide sociale ainsi que la quantité de ses bénéficiaires¹³.

La hausse du chômage, les grèves et les protestations

Les ONG qui travaillent dans le domaine des droits humains, comme le Centre pour les droits humains de Belgrade, mettent en garde sur la détérioration des droits économiques et sociaux et sur le fait que les groupes vulnérables – comme les Roms, les enfants, les personnes handicapées et les femmes – se trouvent particulièrement en danger¹⁴.

Face aux difficultés pour surmonter les effets de la crise, plusieurs entreprises ont fait faillite ou ont tenté de réduire leurs coûts à travers, par exemple, la réduction des salaires et des bénéfices des travailleurs. Les entreprises ont réduit les salaires (en faisant la promesse qu'il ne s'agissait que d'une mesure temporaire) ou bien, elles ont cessé de payer les contributions pour les pensions. Plus de 133.000 serbes ont perdu leurs emplois en 2009 et début 2010. On estime qu'en 2010 plus de 100.000 travailleurs – quelque 450 personnes par jour – per-

dront leurs postes de travail¹⁵, alors que la possibilité de retrouver un emploi dans l'économie informelle se réduit également à cause des effets négatifs de la crise économique dans les domaines du bâtiment et l'agriculture¹⁶.

En mars 2010, le salaire minimum était de USD 1, 16 de l'heure, montant qui n'a pas augmenté depuis plus d'un an car l'Association des employeurs a refusé d'accepter les réclamations des syndicats. Face au manque de dialogue social, des milliers de travailleurs ont entrepris des grèves en 2009 et début 2010. L'indifférence du Gouvernement et du patronat les a poussés à adopter, parfois, des formes extrêmes de protestation telles que des grèves de la faim et des barrages qui ont bloqué les routes et les chemins de fer. En juillet 2009, pour réduire les licenciements, un projet de loi a été approuvé pour réformer la loi sur le travail. Le projet prévoit que les patrons peuvent octroyer à leurs employés plus de 45 jours de congé payé par an. Cependant cette mesure n'a pas encore donné de résultats. Les syndicats préviennent que le seul moyen dont ils disposent pour provoquer des changements positifs est l'organisation de grèves.

Les accords de crédits et les services publics

La réduction des dépenses publiques, essentiellement sur les pensions et les salaires, reste un sujet central dans les négociations entre les fonctionnaires serbes et les institutions financières internationales (IFI)¹⁷. Albert Jaeger, Chef de mission du FMI en Serbie, a dit que cet organisme de prêt exige que le Gouvernement présente des plans précis pour implémenter des réductions dans les dépenses publiques, « qu'ils devaient réaliser une réforme de l'administration de l'État, du système de pensions, de l'éducation et des services de santé », s'ils souhaitaient reprendre les accords de crédit de manière satisfaisante¹⁸. Le Gouvernement a rejeté la proposition du FMI d'augmenter les taxes à la valeur ajoutée (TVA) et de réduire les pensions et les salaires publics. Au lieu de cela il a proposé d'entreprendre une réforme du secteur public.

En août 2009, suite à l'évaluation du programme réalisée par le FMI, le Gouvernement a adopté le Plan de prise en charge sociale basé sur des « réformes », qui consistent en réalité à diminuer le budget de santé et d'éducation ainsi que la quantité d'employés. Le plan prévoit de réduire la quantité d'enseignants, de classes et d'écoles primaires, et la fermeture d'écoles spéciales pour enfants handicapés. Le résultat de cette « réforme » consistera en l'élimination de 11.000 classes

sur les 90.000 actuelles, rendant plus difficile l'accès à l'école primaire en zone rurale et pour les enfants handicapés. De manière similaire, la « réforme » du système de santé se basera sur la réduction de la quantité de travailleurs dans ce secteur, sur la révision des subventions et sur la fermeture de plusieurs institutions prestataires de soins de santé, tout cela dans le but « d'économiser » de l'argent sur le budget.

Les lois sont en train d'être modifiées et adaptées en accord avec les politiques dirigées par l'IFI, supprimant ainsi des droits qui avaient été acquis. La nouvelle Loi serbe sur l'Emploi, approuvée en mai 2009, a supprimé le droit des femmes perdant leur emploi pendant leur grossesse à recevoir des indemnités de chômage pendant plus d'un mois. De plus, la loi a établi des conditions plus strictes pour accéder à des indemnités de chômage si l'employé perd son travail pendant une période d'arrêt maladie. La grossesse est considérée comme une « maladie », dès lors, elle n'est pas exclue de ces conditions¹⁹.

La crise économique mondiale n'est responsable qu'en partie des nombreux licenciements ayant eu lieu. Selon les syndicats et les économistes, les pertes d'emplois se doivent aussi aux politiques économiques irresponsables ainsi qu'aux mauvais modèles de privatisation²⁰. Les médias ont informé sur de nombreux cas de privatisations douteuses. La Direction pour la Prévention du blanchiment d'argent estime que plus de USD 2 milliards sont blanchis par an à travers, principalement, la privatisation de sociétés²¹. Plus de 1.700 cas de privatisations douteuses ont été enregistrées, mais jusqu'à présent, seulement l'une d'elle a été annulée. D'un autre côté, la corruption se maintient de manière généralisée. Une enquête de 2009 démontre que l'éducation, la santé et le système judiciaire sont perçus comme les domaines les plus corrompus, et qu'une personne sur cinq a dû payer pour obtenir des soins de santé (soi-disant gratuits)²².

La stratégie macroéconomique du Gouvernement souhaite diminuer le déficit fiscal structurel à travers la restriction des pensions et des salaires publics, alors que l'investissement en infrastructure approuvé par le FMI augmente²³. Cependant, il persiste un manque de vision ou de stratégie intégrale et multisectorielle sur la façon de protéger les droits économiques et sociaux de la population assurant aux serbes des emplois décents et des moyens de vie dignes. ■

12 Economist Media Group, *Number of Poor is Increasing, Children Particularly at Risk* (La quantité de pauvres est en augmentation, les enfants sont particulièrement en situation de risque), *EMportal*, 19 octobre 2009. Disponible sur : <www.emg.rs/vesti/srbija/101841.html> (consulté le 10 mars 2010).

13 B92, *How to Decrease Poverty in Serbia* (Comment réduire la pauvreté en Serbie) *B92 Online*, 11 mars 2010. Disponible sur : <www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2010&mm=03&dd=11&nav_category=9&nav_id=417055> (consulté le 11 mars 2010).

14 Centre pour les droits humains de Belgrade, *Human Rights in Serbia 2009: Legal Provisions and Practice Compared to International Human Rights Standards* (Droits Humains en Serbie 2009 : Dispositions et pratiques légales comparées aux standards internationaux de droits humains) Belgrade, 2010.

15 B92, *Fight for Working Places* (La lutte pour les emplois), *B92 Online*, le 29 mars 2010. Disponible sur : <www.b92.net/info/vesti/index.php?nav_id=421112&dd=29&mm=03&yyyy=2010> (consulté le 29 mars 2010).

16 I. Radisavljevic, *Army of Poor is Increasing* (L'armée de pauvres augmente) *Blic Online*, le 28 mars 2010. Disponible sur : <www.blic.rs/Vesti/Drustvo/182724/Raste-armija-siromasnih> (consulté le 28 mars 2010).

17 Economist Media Group, *Jelasic: Reduction of public expenditure – main topics of talks with IMF* (Jelasic : La réduction de la dépense publique – principaux sujets de conversation avec le FMI) *EMportal*, 12 février 2010. Disponible sur : <www.emg.rs/en/news/serbia/113366.html> (consulté le 20 février 2010).

18 I. Jovanovic, *IMF tells Serbia to slash spending* (Le FMI demande à la Serbie de réduire ses dépenses) *SETimes.com*, le 9 septembre 2009. Disponible sur : <www.setimes.com/coconet/etimes/xhtml/en_GB/features/setimes/features/2009/09/09/feature-02> (consulté le 20 septembre 2009).

19 J. Popadic, *Law Induces White Plague* (La loi produit le fléau blanc) *Politika*, le 14 août 2009. Disponible sur : <www.politika.rs/rubrike/Drustvo/Zakon-podstiche-belu-kugu.sr.html> (consulté le 20 août 2009).

20 Union des Syndicats Indépendants de Serbie, *Privatization in the Republic of Serbia 2002-2009* (La privatisation en République de Serbie 2002-2009), Belgrade; et Economist Media Groups, *58 layoffs an hour in Serbia during 2009* (58 licenciements par heure en Serbie en 2009), *EMportal*, 30 mars 2010. Disponible sur : <www.emg.rs/en/news/serbia/117661.html> (consulté le 30 mars 2010).

21 T.N. Djakovic, *Mafioso Launderers billions of euros through privatization* ("Un mafieux blanchit des milliards grâce à la privatisation") *Blic Online*, 4 mars 2010. Disponible sur : <www.blic.rs/Vesti/Tema-Dana/179212/Mafijasi-oprali-vise-milijardi-evra-kroz-privatizaciju> (consulté le 4 mars 2010).

22 Centre pour les droits humains de Belgrade, *op. cit.*

23 Economist Media Group, *Serbia will pull 180 billion euros from the IMF on 6 April* ("La Serbie obtiendra 180 milliards d'euros du FMI le 6 avril"), *EMportal*, le 1 avril 2010. Disponible sur : <www.emg.rs/vesti/srbija/117929.html> (consulté le 1 avril 2010).

